

SEMINAIRE NATIONAL SUR LA REFORME DU SECTEUR DE LA SECURITE

TABLEAU DE PLANIFICATION DES ACTIVITES

=====000=====

SOUS COMMISSION : COMBATTANTS ETRANGERS ET LUTTE CONTRE LA PROLIFERATION DES ARMES LEGERES DE PETIT CALIBRE

Président : Yves V. GBAYORO

Rapporteur : Serge MATCHINIDE

Expert international : Ousmane KABA

Liste des questions ayant encadré la discussion

1. Comment contrôler efficacement la présence des étrangers sur le sol centrafricains ?
2. Quelle est la spécificité des menaces intérieures et extérieures à quoi le pays est confronté ?
3. Quelles sont les mesures idoines à mettre en place par les autorités publiques pour y remédier ?
4. Quelles sont les options possibles dans une approche sous régionale ?
5. Quelles actions supplémentaires concrètes à envisager dans un horizon de court terme et de moyen terme ?

Synthèse des discussions

Une présentation a été faite sur la présence des combattants étrangers et la prolifération des armes légères de petits calibres. Des compléments ont été ensuite apportés pour insister sur l'enjeu de la question pour le développement du pays et de la sous région. Les discussions ont permis de mettre le doigt sur les origines historique de la présence des combattants étrangers et sur le laxisme ou la négligence des pouvoirs publics. Comme première action il est nécessaire de mettre en place une bonne conduite de l'opération d'identification devant permettre de remédier aux difficultés de contrôle des flux de personnes aux conséquences désastreuses sur les ressources naturelles. Par ailleurs, la multiplicité des couloirs de transhumance des bétails sont souvent des canaux de transmission des menaces sécuritaires. Leur réorganisation ainsi que la stimulation des activités économiques dans les différentes zones, seront très bénéfiques pour le retour de la sérénité. Pour atteindre ces objectifs, il est en outre indispensable de donner les moyens à l'armée à travers la sollicitation des appuis multiformes des partenaires ou dans le cadre d'une coopération régionale agissante, pour compléter les efforts nationaux en vue de se mettre à la hauteur des défis majeurs pour le développement de notre pays.

Objectifs	Activités	Période (numérotation)	Responsables (individus ou services)	Indicateurs de validation
Assurer un contrôle efficace des combattants étrangers	Distribution de cartes d'identité en vue du contrôle permanent des étrangers avec une forte implication de la société civile	12/08 – 12/10	Police Nationale Gendarmerie	Nombre de cartes délivrées
	Mise en place de services de renseignement préfectoral	06/09 – 12/09	Ministère de l'intérieur	Textes réglementaires adoptés
	Sensibilisation, alphabétisation et civisme des maires et chefs de quartiers ou des groupements	12/08 – 12/10	Ministère de la Défense Ministère de la Justice	
	Application effective de l'ordonnance n°88 du 06 février 1988 portant attribution des autorités administratives locales	06/08 – 12/10		
Réduire les menaces intérieures et extérieures	Campagne de sensibilisation en vue d'un dialogue permanent comme moyen de règlement de conflits	12/08 – 12/10	Ministère des eaux et forêts Ministère de la Défense	
	Révision des couloirs de transhumance dans les zones autorisées avec interdiction formelle de circulation dans les zones cynégétiques	06/08 – 12/10	Ministère de l'intérieur	
	Réactualisation des accords bilatéraux avec les pays limitrophes	06/08 – 12/10	Ministère des Affaires Etrangères	
	Renforcement des effectifs des FACA, de la Gendarmerie et de la Police	06/09 – 12/09	Ministère de la Défense Ministère de la Justice Assemblée Nationale	Vote des lois Ratification des traités Nombre d'Hommes formés
	Définition d'un cadre harmonisé pour la libre circulation des personnes et des biens	06/08 – 12/08		

	Renforcement des patrouilles motorisées conjointement avec le Tchad, le Soudan et le Cameroun	12/08 – 12/09	Ministère de la Défense	
	Application du droit de poursuite	06/08 – 12/10		
	Prise en charge des ex rebelles dans la Nana Mambéré et la Vakaga (et partout où ils sont)	05/08 – 12/10	Ministère de la Défense	Intégration dans les FACA Reconversion dans la vie civile
	Mise en place d'une loi cohérente sur les armes et l'immigration clandestine	10/08 – 12/08	Ministère de la Justice	Texte adopté
	Application effective de l'interdiction des armes légères de fabrication artisanale	05/08 – 12/10	Assemblée Nationale	Ratification des conventions sur les ALPC
S'inscrire dans une approche sous régionale et régionale	Application effective de : (CEMAC) Pacte de non agression, de solidarité, d'assistance mutuelle et de sécurité du 28 janvier 2006	10/08 – 12/08	Ministère des Affaires Etrangères Ministère de l'intérieur Ministère de la Défense	Ratification des accords et conventions dans le cadre sous régional, régional et international
	(CEEAC) Mécanisme d'Alerte Rapide d'Afrique Centrale (MARAC)	10/08 – 12/08	Ministère de la Justice	
	(CENSAD) Coopération en matière de sécurité du 15 mai 2004	10/08 – 12/08	Assemblée Nationale	
	Accord Tripartite Soudan – RCA – Tchad de 2004	10/08 – 12/08		
	Application des résolutions du comité permanent des NU sur les questions de sécurité en Afrique centrale	10/08 – 12/08		
	Echanges de renseignements militaires entre les Etats	10/08 – 12/08		
	Lutte contre la criminalité transfrontalière et le terrorisme	10/08 – 12/08		

Lutter contre les ALPC et préparer l'avenir	Effort citoyen de contribution nationale à la sécurisation du pays	12/08 – 12/10	Tous les départements ministériels	Ratification de l'accord
	Application de la phase coercitive de la lutte contre les ALPC	05/08 – 12/10	Ministère de l'intérieur Ministère de la Défense Ministère de la Justice	
	Alignement sur les perspectives de l'Union Africaine concernant la prévention de la paix	05/08 – 12/10	Tous les départements ministériels Assemblée Nationale Société civile	